

# Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## **PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 28 AVRIL 2014 à 20 Heures**

**Présents** : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMOT-PONCET Soizick** Maires-Adjointes, Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, Maires-Adjoints – Mmes **BRÉVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **LE SCORNET Sylvie**, **LEPAIGNEUL Virginie**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence**, **MÉNARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **THOMAS Huguette**, **VILLENEUVE Catherine**, Conseillères Municipales, Mrs **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, de la **PORTBARRÉ Dominique**, **LEMONNIER Philippe**, **LESNÉ Loïc**, **SIGURET Jérôme**, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Monsieur **DUVAL Yvonnick**, Adjoint, a donné pouvoir à Madame **CASU Odile**, Adjointe. Monsieur **COURDENT Stéphane**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Madame **LE SCORNET Sylvie**, Conseillère Municipale. Monsieur **VUILLAUME Michel**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Monsieur **BERNARD René**, Maire. Monsieur **PLIHON Sébastien**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Madame **PERRIGAULT Chantal**, Conseillère Municipale. Monsieur **LESAGE Samuel**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Monsieur **JENOUVRIER Stéphane**, Conseiller Municipal.

**Secrétaire de séance** : Monsieur **SIGURET Jérôme**, Conseiller Municipal.

**Procès-verbal de la séance du 7 Avril 2014** : Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 7 Avril 2014 est adopté à l'unanimité.

### **Fiscalité**

#### **2014.054 – Fixation des taux d'imposition 2014**

Préalablement à l'examen du budget primitif, Monsieur René BERNARD, Maire, indique à l'assemblée qu'il convient de fixer les taux d'imposition 2014.

Il se réfère aux termes du débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu le 7 avril dernier et présente l'évolution des bases fiscales de la collectivité. Il rappelle que le développement urbain de la commune a engendré un accroissement constant des bases d'imposition. Ces bases, sur lesquelles s'appliquent les taux d'imposition fixés par la commune, varient à la fois par le volume mais également par le biais des revalorisations annuelles.

Conformément aux options du débat d'orientation budgétaire, il est proposé à l'assemblée de conserver une fiscalité stable en 2014 et de maintenir les trois taux d'imposition (*taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti*) à leur niveau actuel.

#### ***Pour mémoire, les taux appliqués en 2013 :***

<i>Dénomination des taxes</i>	<b>Taux 2013</b>
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>19,95%</b>
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>	<b>19,95%</b>
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>	<b>38,48%</b>

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE** de fixer les taux d'imposition de l'année 2014 comme suit :

<i>Dénomination des taxes</i>	<b>Taux 2014</b>
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>19,95%</b>
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>	<b>19,95%</b>
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>	<b>38,48%</b>

## **Finances**

### **Préambule au vote du budget de la commune / Orientations générales et grandes lignes**

*(rapporteurs : Monsieur BERNARD, Maire, et Monsieur BOULEUC, adjoint aux finances)*

#### **SECTION de FONCTIONNEMENT**

##### **Recettes de fonctionnement**

-Produits de l'imposition et dotations :

- Le budget a été bâti avec une fiscalité stable (*cf délibération sur le vote des taux*).
- La dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat est en diminution de 20 000 € par rapport à 2013.

-Les autres recettes sont principalement constituées de :

- l'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire versées par Saint-Malo Agglomération
  - o du produit de la taxe de séjour et des droits de mutation (reversés par le conseil général)
  - o des redevances perçues pour l'occupation du domaine public (*GRDF, Bouygues, France Telecom..*)
  - o des produits de la garderie et des loyers des immeubles (*loyer EHPAD, locations salle des fêtes*)
  - o du remboursement par le budget annexe « restaurant scolaire » des rémunérations du personnel affecté à la restauration
- Un produit exceptionnel de 60 000 euros correspondant à la prise en charge par l'assurance de la réparation du sol du complexe sportif a été provisionné.
- Report de l'excédent 2013 conservé en section de fonctionnement, soit 350 000 euros

##### **Dépenses de fonctionnement**

- Les charges à caractère général comprennent pour les grandes lignes:
  - o Les dépenses d'énergie, d'eau, de combustibles, de fournitures, de télécommunication, d'affranchissement, d'imprimerie, d'assurance.
  - o les contrats de prestation de service (*contrat de maintenance des matériels, contrôles obligatoires*)
  - o les marchés de prestations externalisées (*tonte des espaces verts des lotissements, débroussaillage-broyage, balayage des voiries, marché de point à temps, prestation de nettoyage des locaux...*)
  - o les concours divers (*GIT, COS35, chenil service, bibliothèque pour tous...*)
- Les charges de personnel : un crédit supplémentaire de 20 000 euros a été porté à ce chapitre afin de pourvoir à la rémunération des intervenants qui seront recrutés pour assurer l'animation des temps d'activités périscolaires à compter de la rentrée prochaine. *Une somme de 6 000 euros correspondant à la participation de l'Etat en la matière a été inscrite en recettes.*
- Les autres charges de gestion courante reprennent :
  - o La participation du budget général au budget annexe du restaurant scolaire
  - o Les participations au service incendie, au SIAJE, à la caisse des écoles, au CCAS
  - o Les subventions aux associations locales et extérieures
  - o Les dépenses relatives au contrat d'association avec l'école privée
- La dotation aux amortissements s'inscrit à la fois en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement
- Un crédit de 110 000 euros est porté en dépenses imprévues.

***La section de fonctionnement s'équilibre à 3 389 007 euros et permet de générer un virement à la section d'investissement de 1 133 639 euros.***

#### **SECTION d'INVESTISSEMENT**

##### **Recettes d'investissement**

- Elles sont principalement constituées :
  - o du fonds de compensation de la TVA : 470 000 € (*TVA récupérée sur les travaux et achats 2013*)
  - o du produit de la taxe d'aménagement et de la taxe locale d'équipement (70 000 €)
  - o de l'affectation du résultat 2013 en investissement : 1 050 960,68 € (*cf délibération du 3 mars 2014*)
  - o du virement dégagé par le fonctionnement 2014 : 1 133 639 euros
  - o des subventions diverses d'équipement liées aux opérations de travaux : 249 550 euros, dont 99 000 euros au titre de la DETR sollicitée pour le bâtiment Enfance jeunesse
  - o de la dotation aux amortissements
  - o Un emprunt de 100 000 euros est inscrit pour financer la construction du bâtiment enfance jeunesse

## Dépenses d'investissement

### Opérations financières :

- Remboursement du capital des emprunts : 135 000 euros
- Report du déficit d'investissement 2013 : 242 863.07 euros
- Dégrèvements de taxe d'aménagement : 3 000 euros

### Opérations d'équipement :

- Restes à réaliser 2013 : 1 070 378 euros
- Propositions nouvelles : 1 552 348 euros dont principalement les opérations suivantes :
  - o Complexe sportif : réfection toiture salle 2, réparation du sol de la salle 1 (*rembt assurance prévu*)
  - o Extension du complexe sportif (*crédits d'études et provision pour travaux*)
  - o Entrées d'agglomération (*crédits d'études et provision pour travaux*)
  - o Effacement des réseaux des rues d'Emeraude et du Clos Poulet
  - o Bibliothèque médiathèque (*crédits d'études et provision pour travaux*)
  - o Skate park
  - o Bâtiment enfance jeunesse
  - o Voirie (*programme de modernisation de voirie à hauteur de 300 000€*)
  - o Mairie (*remise à niveau informatique et téléphonique, réfection de la toiture, sanitaire handicapés*)
  - o Salle des fêtes (*achat d'un nouveau four*)
  - o Eglise (*réparation des battants de cloches et paratonnerre*)
  - o Divers matériels (*sportifs, scolaires, périscolaires, techniques, sécurité et incendie, illuminations*)

**La section d'investissement s'équilibre à 3 141 440,68 euros.**

**Soit un BUDGET TOTAL (fonctionnement + investissement) = 6 530 447,68 EUROS**

## **2014.055 – Vote du budget primitif 2014 de la Commune**

Entendu l'exposé budgétaire présenté par Monsieur René BERNARD, Maire, et Monsieur Yves BOULEUC, adjoint aux finances,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le budget primitif 2014 de la Commune qui s'équilibre en dépenses et en recettes en section de fonctionnement à 3 389 007.00 € et en investissement à 3 141 440.68 €.**

BUDGET COMMUNE	Fonctionnement	Investissement	Total Général
Dépenses	3 389 007,00 €	3 141 440,68 €	6 530 447,68 €
Recettes	3 389 007,00 €	3 141 440,68 €	6 530 447,68 €

### **Observations :**

- *Préparation budgétaire* : Monsieur le Maire rappelle que l'année 2014 est nécessairement une année budgétaire de transition dans la mesure où les commissions n'ont pas encore eu le temps de travailler sur leurs dossiers respectifs et donc d'émettre des propositions. Pour l'élaboration des prochains budgets, il en sera autrement puisqu'il sera demandé aux différentes commissions de rendre leurs souhaits dès la fin de l'année. Dans le courant du mandat, au fur et à mesure de l'aboutissement des études et des possibilités financières de la ville, les crédits de travaux seront affinés ou ajoutés.
- *Saint-Malo Agglomération* : Monsieur le Maire propose de transmettre à chaque conseiller municipal la note de synthèse jointe au budget de « Saint-Malo Agglomération » dans laquelle sont reprises les grandes orientations et compétences de l'agglomération.

- *Fleurissement* : Monsieur René LABBÉ, adjoint en charge de la voirie, souhaite que les plantes graminées qui subsistent dans les espaces verts communaux soient retirées et remplacées, car il s'agit là d'espèces invasives.
- *Travaux à La Poste* : Monsieur le Maire explique que des investigations sont en cours sur le réseau d'eaux usées du bâtiment de La Poste (propriété de la ville) ceci pour déterminer quelles sont les causes d'effluves nauséabondes à l'intérieur des bureaux. En fonction du résultat des recherches, une solution de travaux sera proposée et les responsabilités des différents intervenants au chantier de rénovation seront établies.
- *Voirie* : Monsieur René LABBÉ, adjoint, informe l'assemblée que la commission de voirie se réunira le jeudi 15 mai 2014, à 18h00, pour définir les tronçons de voirie qui feront l'objet d'une modernisation dans l'année. Il déclare que, comparativement aux autres années, le taux d'exécution du programme 2013 a été particulièrement bon, même s'il demeure quelques restes à réaliser.
- *Sécurité incendie* : Monsieur Philippe LEMONNIER, conseiller municipal, demande si tous les villages peuvent être équipés d'un poteau de défense incendie. Monsieur le Maire explique que cela n'est pas réalisable car le dispositif incendie requiert une pression d'eau particulière qui n'est pas accessible sur la globalité du réseau. Il précise que la réalisation du réseau d'eau est de la compétence du syndicat des Eaux de Beaufort et non de la commune.

-----

#### **2014.056 – Vote du budget primitif 2014 de la Caisse des Ecoles**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente aux membres du Conseil Municipal, le budget primitif 2014 de la **Caisse des Ecoles**.

Ce budget annexe comprend pour l'essentiel :

- des dépenses de fournitures scolaires (52,35 € par élève)
- des achats de fournitures diverses (pharmacie, vêtements de travail)
- des contrats de services (téléphone, informatique...).

Il s'équilibre en recettes grâce à l'excédent reporté de 2013 et à la subvention apportée par le budget général.

<b>CAISSE DES ECOLES</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>Total Général</b>
Dépenses	18 918,66 €	108,40 €	19 027,60 €
Recettes	18 918,66 €	108,40 €	19 027,60 €

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le budget primitif 2014 de la Caisse des Ecoles qui s'équilibre en dépenses et en recettes en section de fonctionnement à **18 918.66 €** et en investissement à **108.40 €**.**

#### **2014.057 – Vote du budget primitif 2014 du Restaurant Scolaire**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente aux membres du Conseil Municipal, le budget primitif 2014 du **Restaurant Scolaire**.

Les **dépenses** sont constituées principalement :

- des achats alimentaires
- du remboursement au budget général des rémunérations des personnels de restauration et de service
- du petit matériel de cuisine
- des contrats d'analyses, de maintenance, de blanchisserie
- impression des tickets de cantine

Les **recettes** proviennent :

- du produit des ventes de repas (129 500 €)
- du report de l'excédent de fonctionnement 2013 (12 079,61 €)
- de la participation apportée par le budget général (61 000 €)

*Pour information, le prix de revient d'un repas servi en 2013 s'établit à 4,93 euros, dont 1,52 € pris en charge par la commune.*

RESTAURANT SCOLAIRE	Fonctionnement	Investissement	Total Général
Dépenses	203 079,61 €	néant	203 079,61 €
Recettes	203 079,61 €	néant	203 079,61 €

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le budget primitif 2014 du Restaurant Scolaire qui s'équilibre en dépenses et en recettes en section de fonctionnement à **203 079.61 €****

#### **2014.058 – Vote du budget primitif 2014 du Centre de Santé**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente aux membres du Conseil Municipal, le budget primitif 2014 du **Centre de Santé**.

Les travaux de construction du centre de santé étant achevés, le budget 2014 comprend essentiellement :

- des dépenses liées à la charge de l'emprunt (intérêts en dépenses de fonctionnement / remboursement du capital en dépenses d'investissement)
- l'inscription des amortissements (figure à la fois en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement)
- quelques dépenses d'entretien de terrain et de bâtiment

Le budget comprend cette année encore, une recette de récupération de TVA perçue sur les soldes de travaux réglés en 2013. Le budget s'équilibre comme prévu grâce au produit des loyers réglés par les professionnels de santé (25 000 €).

CENTRE DE SANTÉ	Fonctionnement	Investissement	Total Général
Dépenses	32 627,00 €	12 980,00 €	45 607,00 €
Recettes	32 627,00 €	12 980,00 €	45 607,00 €

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE le budget primitif 2014 du Centre de Santé qui s'équilibre en dépenses et en recettes en section de fonctionnement à **32 627.00 €** et en investissement à **12 980.00 €**.**

#### **2014.059 – Vote du budget primitif 2014 du Lotissement d'Habitation II**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente aux membres du Conseil Municipal, le budget primitif 2014 du **Lotissement d'Habitation II**.

Le budget comporte essentiellement des écritures de stocks (*stock initial et stock final de terrains*). Aucune recette de produit de vente n'a été inscrite pour l'année en cours.

*Le budget a été ouvert principalement pour la gestion foncière des îlots de la place du marché. La SACIB a acquis sur les années passées 2 îlots pour bâtir ses immeubles. Les îlots dénommés 1 et 2 (actuel parking de la place du marché) et le terrain acquis auprès des conjoints Couapel-Heudes figurent s dans le stock.*

LOTISSEMENT	Fonctionnement	Investissement	Total Général
Dépenses	499 518,28 €	578 124,26 €	1 077 642,54 €
Recettes	499 518,28 €	578 124,26 €	1 077 642,54 €

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE** le budget primitif 2014 du Lotissement d'Habitation II qui s'équilibre en dépenses et en recettes en section de fonctionnement à **499 518.28 €** et en investissement à **578 124.26 €**.

#### **2014.060 – Vote du budget primitif 2014 de l'Assainissement**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente aux membres du Conseil Municipal, le budget primitif 2014 de **l'Assainissement**.

##### **Section de fonctionnement :**

Les recettes de fonctionnement de ce budget proviennent principalement du produit de la taxe d'assainissement et de la surtaxe reversée par le fermier de la collectivité (société STGS depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014).

En dépenses de fonctionnement figurent :

- un solde d'honoraires d'honoraires restant dû pour l'assistance à la délégation de service public
- des frais pour l'assistance technique de la DDTM sur les ouvrages d'assainissement de collectivité
- la dotation aux amortissements
- le remboursement des intérêts d'emprunts

##### **Section d'investissement :**

En investissement sont portées les dépenses suivantes :

- remboursement du capital des emprunts
- ouverture de crédits de travaux ou d'études pour les opérations suivantes : Station de la Gare, Le Domaine Robin et Le Vauléault.

La section s'équilibre grâce à l'affectation du résultat de fonctionnement 2013 et de l'excédent d'investissement 2013 ainsi que par le virement généré par la section de fonctionnement en 2014.

<b>ASSAINISSEMENT</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>Total Général</b>
<b>Dépenses</b>	123 936,00 €	492 573,03 €	616 509,03 €
<b>Recettes</b>	123 936,00 €	492 573,03 €	616 509,03 €

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, APPROUVE** le budget primitif 2014 de l'Assainissement qui s'équilibre en dépenses et en recettes en section de fonctionnement à **123 936.00 €** et en investissement à **492 573.03 €**.

#### **2014.061 - Indemnités de conseil au comptable**

Entendu l'exposé de Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances,

VU l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et de régions,

VU le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

VU l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Après en avoir délibéré et après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **DÉCIDE** de demander le concours du Receveur Municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,
- **DÉCIDE** d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- **DIT** que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Madame Martine GEOFFROY, Receveur Municipal.

**2014.062 – Recouvrement des produits communaux / Autorisation permanente de poursuites au comptable**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances, indique qu'en raison du renouvellement du Conseil Municipal et selon l'article R 1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de renouveler l'autorisation permanente de poursuites qui est faite à Madame Martine GEOFFROY, Trésorière, pour le recouvrement des produits communaux.

Il précise que cette autorisation sera exécutoire tant que Madame GEOFFROY Martine sera maintenue dans ses fonctions au sein de la Trésorerie de Cancale. Cette autorisation s'étend à tous les budgets (*principal et annexes*) de notre commune, ses établissements publics ayant ou non une autonomie financière.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, EMET** un avis favorable au renouvellement de l'autorisation permanente de poursuites accordée à Madame Martine GEOFFROY, comptable à la Trésorerie de Cancale, pour le recouvrement des produits communaux.

-----  
**Voirie**

**2014.063 – Marché de balayage – Résultat de la consultation**

Monsieur René LABBÉ, Adjoint en charge de la voirie, rappelle que le contrat de balayage de voirie dont bénéficiait la collectivité a expiré depuis le 31 décembre 2013.

Dans sa séance du 10 mars 2014, le Conseil Municipal a acté le cahier des charges qui définit les nouveaux besoins en matière de balayage, à savoir :

Lot 1 – balayage des voiries (*passage systématique dans le bourg, passage dans une zone de lotissement et passage périodique dans les hameaux*)

Lot 2 – balayage des parvis et trottoirs du bourg (*et sur demande, dans d'autres secteurs du centre-bourg : rue de la Gare, Vallée verte...*).

Au cours de la consultation d'entreprises, huit dossiers ont été retirés sur la plate-forme Mégalis. A l'issue de cette phase, la collectivité a réceptionné 3 offres pour le lot 1 et 2 offres pour le lot 2.

Vu la régularité des propositions obtenues et après analyse des pièces constitutives du marché, dont les bordereaux de prix unitaires, la commission des marchés, réunie le 28 avril 2014, propose au conseil municipal de retenir l'offre de la société THEAUD (*domiciliée à Saint-Méen Le Grand- 35*), mieux-disante.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** de confier la prestation de balayage telle que définie ci-dessus (lots 1 et 2) à la société THEAUD domiciliée à Saint-Méen Le Grand- 35,
- **AUTORISE** le Maire à signer le marché à bon de commande à intervenir avec ledit prestataire et toutes les pièces afférentes.

---

### **Bâtiments**

#### **2014.064 – Espace enfance jeunesse – Résultat de la consultation de maîtrise d'oeuvre**

Monsieur le Maire rappelle que dans sa séance du 3 février 2014, le Conseil Municipal a validé la construction d'un nouvel espace d'accueil pour les activités enfance et jeunesse.

Pour ce projet, la collectivité sollicite un financement de l'Etat par le biais de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.). Afin que le dossier de demande de subvention puisse être déclaré complet, l'Etat a souhaité que la commune engage rapidement une procédure de désignation d'un maître d'oeuvre pour l'opération.

Au cours de la consultation d'entreprises, vingt-quatre dossiers ont été retirés sur la plate-forme Mégalis. A l'issue de cette phase, la collectivité a réceptionné 9 offres.

Vu la régularité des offres obtenues et après analyse des pièces constitutives du marché, la commission des marchés, réunie le 28 avril 2014, propose au conseil municipal de retenir l'offre du cabinet d'architecture LABELLE-BESSÉ (domicilié 3 rue de Corbin – 35000 Rennes), mieux-disante, aux conditions suivantes : taux de rémunération de 8%, soit un montant d'honoraires estimé à 22 800 € HT.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      Contre : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** de confier la prestation de maîtrise d'oeuvre de l'espace Enfance Jeunesse au cabinet d'architecture LABELLE-BESSÉ (*domicilié 3 rue de Corbin – 35000 Rennes*), mieux-disant, dans les conditions citées ci-dessus,
- **AUTORISE** le Maire à signer le marché à intervenir avec ledit prestataire et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

---

### **Affaires Générales**

#### **2014.065 – Désignation d'un correspondant « Défense »**

Sur demande du Ministère de la Défense, Monsieur le Maire invite l'assemblée à désigner parmi ses membres un correspondant Défense. Celui-ci sera l'interlocuteur privilégié pour les autorités militaires du département et le correspondant immédiat des administrés pour toutes les questions relatives à la défense.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26                      Contre : 0                      Abstention : 1

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DESIGNE** Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint, comme correspondant « Défense ».

#### **2014.066 – Désignation d'un correspondant « Chasse »**

Monsieur le Maire indique que dans le cadre du renouvellement des conseils municipaux, il convient de procéder à la désignation d'un correspondant chargé des relations avec l'association A.C.C.A. (*Association Communale de Chasse Agréée*).



Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26 Contre : 0 Abstention : 1

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DESIGNE Monsieur Loïc LESNÉ, Conseiller Municipal, comme correspondant auprès de l'ACCA.**

**2014.067 – Désignation d'une correspondante aux Anciens Combattants**

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de désigner en son sein un correspondant chargé des relations avec les associations d'anciens combattants dans leur ensemble et avec « L'Union Mélorienne des Anciens Combattants »(UMAC) en particulier.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26 Contre : 0 Abstention : 1

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DESIGNE Madame Odile CASU, Adjointe, correspondante en charge des relations avec les associations d'anciens combattants, notamment l'U.M.A.C.**

**2014.068 – Désignation d'une correspondante auprès de l'Ecole Privée Saint-Joseph**

Monsieur le Maire rappelle qu'en vertu du contrat d'association qui lie la commune à l'école privée, il convient de procéder à la désignation d'un correspondant du conseil municipal auprès de l'OGEC. Ce correspondant pourra participer aux réunions de l'Organisme de Gestion des Ecoles Catholiques (OGEC) pour délibérer sur le budget des classes sous contrat, ceci sans voix délibérative.

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DESIGNE Madame Marylène DUFAIX, Adjointe, comme correspondante de la commune auprès de l'OGEC (*Organisme de Gestion des Ecoles Catholiques*).**

-----  
**Informations municipales :**

- Madame Odile CASU, adjointe, rappelle à l'assemblée les horaires de la cérémonie commémorative du jeudi 8 mai 2014 et invite les conseillers municipaux qui le souhaitent à s'inscrire au banquet organisé par l'UMAC.
- Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune a été déclarée lauréate 2013/2014 du prix des « Belles pratiques et des bons usages en matière d'accessibilité de la Cité ». Ce prix sera remis le vendredi 13 juin prochain à Paris dans le cadre des 6èmes assises nationales de l'accessibilité.

*La séance est levée à 23 h 00*

*Saint-Méloir des Ondes, le 28 Avril 2014*

Le Secrétaire de Séance,  
**M. Jérôme SIGURET**

Le Maire,  
**M. René BERNARD**